

# Synthèse des observations du public sur le projet de Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée

## Contexte

Le projet de stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée a été soumis à la consultation du public du 3 au 24 juillet 2018. Cette consultation a été menée par voie électronique sur la page internet du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) dédiée aux consultations du public, à l'adresse suivante <http://www-maj.consultations-publiques.e2.rie.gouv.fr/consultation-du-public-sur-le-projet-de-strategie-a1849.html>.

## Synthèse des observations : nombre et principales conclusions

Cette consultation a suscité un grand nombre de réactions : 2656 ont été reçues, 183 doublons (même contribution transmis par la même personne) ont été supprimés, soit un total de **2473 contributions uniques**. Aucune contribution à caractère haineux ou injurieux n'a été transmise et donc nécessité d'être supprimée. L'ensemble de ces contributions restent accessibles et visibles sur la plateforme de consultation.

**2442 contributions** proviennent de particuliers et **31 contributions** proviennent des **organisations** suivantes :

- **12 contributions de la part d'organisations non gouvernementales environnementales et sociales** : Greenpeace France, France Nature Environnement, Envol Vert, The Forest Trust, Conservation International, WWF France, Fern, Mighty Earth (contribution commune avec National Wildlife Foundation), Global Witness, Client Earth, Ecocitoyens du bassin d'Arcachon, Both Ends (contribution commune avec Forest People Programs, Pusaka, Social Entrepreneurs for Social Development, Sabah environmental protection association, RRN)
- **11 de la part d'organisations professionnelles et fédérations** : SNIA, FEDIOL, Fédération nationale bovine, Fédération Française des Producteurs d'Oléagineux et de Protéagineux, Terres Univia, Association Générale des Producteurs de Maïs, Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses, Association Générale des Producteurs de Blé, Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de *Bretagne*, Fédération Nationale Porcine, Duralim, Alliance pour la préservation des forêts
- **5 de la part d'entreprises** : Carrefour, Asia Pulp and Paper, Cargill, Avril, Transitions
- **3 de la part de syndicats** : CFDT, CGT, FNSEA

**Des contributions avec le même message** ont été envoyées par plusieurs personnes. Il n'est pas possible de donner le nombre exact d'individus puisque les messages identiques sont repris et souvent mêlés à d'autres remarques par les contributeurs, on estime néanmoins que :

- environ 500 personnes ont transmis une contribution demandant l'arrêt des agrocarburants, la réduction des importations de protéines végétales destinées à l'alimentation animale et la promotion de campagnes de sensibilisation sur la réduction de la consommation de viande et

de produits laitiers. Certaines personnes ajoutaient à ce message une demande de ne pas donner suite au projet minier guyanais « Montagne d'or » ;

- environ 150 personnes demandent l'arrêt du soutien aux agrocarburants et l'interdiction à terme des agrocarburants.

## **Les principaux messages issus de l'ensemble des contributions du public sont les suivants :**

- 1) L'expression d'une vive inquiétude sur l'état des forêts du monde et de notre planète avec une injonction à agir rapidement au regard de l'impact des modes de vie des pays occidentaux, et notamment de la France, sur les ressources naturelles mondiales.  
=> environ 42 %<sup>1</sup> des contributions expriment cette inquiétude sans proposition spécifique sur la SNDI.
- 2) Les importations françaises d'huile de palme destinée à la fabrication d'agrocarburants de 1ère génération sont critiquées avec une forte demande d'y mettre un terme. Dans la continuité des remarques portant sur les agrocarburants, de nombreuses contributions remettent en question l'autorisation du projet de raffinerie Total de la Mède.  
=> environ 44% des contributions portent sur le sujet des agrocarburants et/ou de la Mède (sur la Mède exclusivement : 7%).
- 3) Il est demandé de renforcer l'éducation et la sensibilisation des citoyens et des consommateurs, notamment sur la nécessité de réduire de la consommation de viande et de produits laitiers.  
=> ce message se retrouve dans environ 25% des contributions

## **Les sujets traités par les contributions du public**

Il s'agit ici de retranscrire de manière synthétique et factuelle les remarques transmises par la société civile. Pour chaque thème deux contributions représentatives sont citées à titre d'illustration.

### **Les thèmes saillants**

#### **Alerte sur l'état des forêts du monde**

Beaucoup de personnes ont répondu à la consultation en transmettant un message d'alerte et d'inquiétude sur l'état des forêts du monde et plus généralement de la planète. Les contributeurs s'alarment de l'état de la biodiversité mondiale et s'interrogent sur le monde qui sera légué aux générations futures.

*« Stop au carnage, pensons et agissons pour la vie, le respect des forêts, de tout le monde végétal et animal, pour le respect de notre espèce et des générations futures. »*

*« Nous devrions prendre plus au sérieux, les dégâts que nos habitudes de consommations impliquent ... sur la faune et la biodiversité en général. Nous sommes censés laisser une planète au moins en aussi bon état aux générations futures. »*

---

<sup>1</sup> Ces pourcentages sont des estimations, il est difficile de les quantifier précisément puisque de nombreuses contributions portent sur de multiples messages. Une même contribution peut donc être comptabilisée sur plusieurs thèmes.

## **Appel à plus de sobriété**

Le modèle de consommation de nos sociétés occidentales est décrié et beaucoup de contributeurs appellent à plus de sobriété, notamment par la réduction de la consommation de produits à risque et du gaspillage ainsi que la promotion de l'économie circulaire.

*« Il serait temps de stopper cette frénésie de consommation et de gaspillage, par les petites actions de chacun mais aussi et surtout par des décisions fermes de la part de nos politiques qui ont la responsabilité d'œuvrer pour l'intérêt commun. Il est scandaleux de continuer à soutenir des actions dévastatrices et de s'accorder des délais trop longs pour agir alors qu'il y a une nécessité sans précédent. »*

*« La France et son gouvernement n'ont aucune conscience de l'impact néfaste que notre pays a sur l'environnement. Que ce soit pour la déforestation, la pollution, la dégradation des sols, etc... Et ce n'est pas parce que la Chine et les USA sont pires qu'on peut se permettre tout cela. Il serait grand temps que l'on réapprenne à vivre simplement, avec peu de ressources et des ressources locales. Que l'on apprenne à se passer du confort consumériste, que l'on se stabilise à un mode de vie sain et ouvert. Notre survie en dépend, celles des espèces animales et florales également. Et ça passe par cesser les exploitations qui dégradent des forêts. »*

## **Demande d'interdire les importations des agrocarburants de 1ère génération**

La demande d'interdiction des produits contribuant à la déforestation et plus spécifiquement les agrocarburants de 1ère génération ressort largement de la consultation.

*« La France doit en finir avec son soutien absurde aux agrocarburants ! Elle ne doit plus subventionner de manière directe ou indirecte les agrocarburants sur son territoire et aller progressivement vers leur interdiction pure et simple ! »*

*« Stop aux agrocarburants. Ils participent à la déforestation. »*

## **Demande d'interdire le projet de la raffinerie Total de la Mède**

Une grande partie des contributions demandant l'arrêt des importations d'agrocarburants demandent la suspension du projet Total de la Mède et signalent une incohérence entre les objectifs de la SNDI et ce projet.

*« Bio-raffinerie de La Mède : Total importera 300.000 tonnes par an d'huile de palme ce qui est totalement à l'inverse de cette stratégie. »*

*« La France doit cesser d'alimenter le marché artificiel des agrocarburants : elle doit inscrire dans la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée une interdiction des plans d'approvisionnement des raffineries françaises qui inclurait des matières premières alimentaires ou naturelles, comme la raffinerie géante de Total à la Mède. »*

## **Demande d'interdire les importations d'huile de palme**

Sans citer les agrocarburants, beaucoup de participants à la consultation pointent plus largement les importations et la consommation d'huile de palme.

*« Je soutiens toute action et plan pour arrêter la déforestation et l'importation d'huile de palme conduisant à la destruction des forêts. »*

*« Après ou avant une sensibilisation efficace de la population européenne au boycott des produits à base d'huile de palme ou de produits issues de la déforestation, nous devons montrer que nous sommes ensemble et nombreux contre les projets de déforestation! Et je prie les détenteurs de pouvoir de faire leur possible contre cette catastrophe que nous créons ! »*

### **Demande d'abandonner le projet minier « Montagne d'or » en Guyane**

Les forêts françaises ne sont pas dans le périmètre de la SNDI. Néanmoins de nombreux contributeurs demandent un moratoire sur le projet de mine industrielle en Guyane Montagne d'or.

*« Le gouvernement doit arrêter les projets climaticides (Montagne d'Or, Mède etc.) qui dégradent l'environnement et détruit la biodiversité. On ne peut prétendre constitutionnaliser les principes de protection de l'environnement et de la diversité biologique ainsi que la lutte contre les changements climatiques et laisser un projet comme Montagne d'Or en Guyane qui représente une catastrophe pour le climat (déforestation de forêts primaires + consommation d'énergie immense) et la biodiversité (plus de 2000 espèces dont 127 protégées sur le site). La 1ère exigence est celle de la cohérence. Des alternatives sobres existent et doivent être privilégiées. L'idéologie productiviste et consumériste a fait son temps. »*

*« La SNDI doit prendre en compte le territoire national : elle doit pousser le gouvernement à adopter un moratoire sur la méga-exploitation minière industrielle en Guyane, et à arrêter immédiatement tous les projets de ce type déjà engagés, comme le projet Montagne d'or »*

### **Demande de renforcer l'éducation et la sensibilisation des citoyens et des consommateurs, en particulier sur la nécessité de réduire la consommation de viande et de produits laitiers**

Un levier identifié par les contributeurs pour lutter contre la déforestation est la sensibilisation et l'éducation de l'ensemble des Français à l'impact de notre consommation. La question de la consommation de viande et de produits laitiers jugée excessive est largement mise en avant et identifiée comme un sujet prioritaire dans le travail de sensibilisation à mener.

*« Le premier des objectifs doit être la promotion de campagnes de sensibilisation sur la réduction de la consommation de viande et de produits laitiers. Ainsi on pourra contrer les effets dévastateurs de notre modèle d'élevage sur les forêts et permettre une réduction des importations de protéines végétales destinées à l'alimentation animale ».*

*« De mon point de vue il manque un volet « communication consommateurs » car en définitive les véritables arbitres ce sont eux qui peuvent réellement faire infléchir cette tendance désastreuse de déforestation. Pour cela une seule condition leur information sur les biens qu'ils peuvent consommer et acheter ».*

## Autres thèmes traités

### **Appel à renforcer l'autonomie agricole française et à promouvoir la production et la consommation de produits nationaux**

Des organisations représentatives de filières agricoles et quelques contributeurs individuels soulignent l'importance de renforcer l'autonomie protéique de la France, de soutenir et assurer des débouchés aux filières nationales permettant la fabrication du biodiesel et du bioéthanol, et enfin, de soutenir la consommation de produits nationaux qui ne contribuent pas à la déforestation sans pointer des aliments plus spécifiquement.

*« (...) Les biocarburants français ne participent pas à la déforestation, n'entrent aucunement en concurrence avec la consommation alimentaire, permettent une diminution des émissions de gaz à effet de serre et contribuent à l'indépendance alimentaire en termes d'alimentation animale (...). »*

*« (...) La campagne de communication grand public doit promouvoir une vision positive de l'alimentation et des pratiques culturelles nationales et ne pas faire croire que chaque année, la France a besoin de déforester dans les pays tiers pour nourrir ses élevages. Cette campagne doit rassurer sur la qualité des productions nationales et donner envie d'acheter français plutôt que diaboliser tel ou tel aliment ou production. »*

### **Demande d'élargir le périmètre de la SNDI aux bois et ses produits dérivés**

La demande de prendre en compte le bois et le papier dans le périmètre de la SNDI ressort d'une dizaine de contributions d'ONG et organisations.

### **Demande de taxer les produits contribuant à la déforestation**

Une des solutions proposées dans les contributions est de taxer fortement les produits importés contribuant à la déforestation à l'étranger.

*« C'est un enjeu majeur. La France et l'Europe doivent faire des actions pour stopper, taxer fortement tout ce que nous importons et qui participe à la déforestation partout dans le monde ! »*

*« (...) On ne peut donc que soutenir la publication de la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée, inviter les politiques à faire preuve de vrai courage pour préserver l'avenir de la planète, l'avenir de nos enfants. Un premier pas serait de supprimer les régimes avantageux qui favorisent artificiellement les importations d'huile de palme et de soja (exonération des barrières douanières et de taxes) (...). »*

### **Sur les accords commerciaux, demande de supprimer ceux qui vont à l'encontre de l'environnement et d'intégrer la prise en compte de la forêt dans les futurs accords.**

Quelques commentaires demandent ou bien de renforcer les accords commerciaux en cours de négociation en y incluant un volet relatif à la préservation des forêts, ou bien de renoncer à tout accord commercial qui pourrait contribuer à la déforestation notamment au travers l'augmentation des importations de produits issus de l'élevage.

*« Les forêts sont précieuses pour la biodiversité et la lutte contre l'érosion des sols. Il n'est pas normal d'exporter la déforestation en important des produits cultivés sur des parcelles défrichées. Les accords commerciaux doivent prévoir un volet sur la protection des forêts et des sols. »*

*« (...) Y a le feu. Pour favoriser la préférence pour des produits durables et français, il faut commencer par bannir les traités de libre échange (CETA déjà en action, Mercosur...) prévus pour les multinationales dont la prédation est l'unique credo.(...) »*

## **Demande de revoir le modèle agro-industriel français et international**

Certains contributeurs s'inquiètent du modèle agricole international jugé intensif, peu respectueux de l'environnement et ne laissant plus la place à une agriculture paysanne et locale. Il est notamment demandé de produire davantage en France les ressources nécessaires et permettre ainsi de réduire notre dépendance aux importations.

*« Pour le respect des sols, des consommateurs et des paysans il nous faut changer de modèle agro-industriel. Pour une agriculture paysanne, locale, à taille humaine et sans intrant chimique... seules conditions pour la pérennité du monde. »*

*« Il faut faire cesser l'importation de produits transformés et de matières premières qui contribuent à la déforestation. Il nous faut changer de modèle agro-industriel. Les agriculteurs doivent vivre de leur métier sans s'intoxiquer. Arrêtons de subventionner de grosses exploitations industrielles au détriment de petits producteurs qui vivaient, avant, de leur travail. »*

## **Demande de mieux prendre en compte les populations locales**

Pour lutter contre la déforestation, il est rappelé par 6 ONG et une minorité de contributeurs particuliers qu'il est important de prendre en compte et d'impliquer les populations locales et les peuples autochtones dans le travail mené avec les pays producteurs.

*« (...) La déforestation s'accompagne toujours, en Asie, Afrique ou Amérique du Sud, de l'accaparement des terres au détriment des populations indigènes qui ne peuvent ou ne savent faire reconnaître leurs droits, de leur appauvrissement et la disparition de leur culture, et bien sûr aussi d'une corruption massive. Cela fait beaucoup de raisons pour que notre pays cesse d'être complice, et se dote de moyens plus drastiques. Il faut renforcer ce texte ».*

*« (...) A moins de préserver des espaces sur des dizaines pour qu'ils se régénèrent, il faut mettre en place des actions de plantations, de reforestation et d'agroforesterie, pour produire du bois et des fruits durablement, en respectant la diversité d'espèces. Ces actions sont généralement portées par des populations locales, qui reconnaissent et gèrent une grande quantité d'espèces traditionnellement. Les programmes de préservation des forêts doivent donc se faire avec ces populations. »*

## **Incitation à reforester**

Quelques contributions appellent à lutter contre la déforestation et à aller plus loin notamment en reforestant des forêts qui auraient été dégradées ou déforestées.

*« Il est urgent de reforester la planète, c'est une priorité. »*

*« (...) Planter beaucoup d'arbres est une belle solution pour protéger notre planète, alors pourquoi continuer de couper des arbres, comme si la forêt ne servait à rien ? (...) Nous sommes en train de couper la branche sur laquelle nous sommes assis. Un seul mot d'ordre PLANTONS DES ARBRES! »*

## **Contributions relatives à la consultation et à l'ambition du texte**

### **Soutien au projet de SNDI**

Des contributions accueillent positivement le projet de stratégie de lutte contre la déforestation importée.

*« Je suis pour cette initiative »*

*« Nous accueillons favorablement la publication de la SNDI. C'est la première fois que cette thématique est portée à un tel niveau politique »*

### **Dénonciation d'un manque d'ambition**

Des contributions regrettent que le projet de SNDI n'aille pas plus loin et ne soit pas plus ambitieux. Il est notamment reproché de proposer des mesures essentiellement incitatives et ne pas avoir d'approche contraignante.

*« Soyez plus ambitieux dans votre démarche. »*

*« Ce projet a le mérite d'exister. Cependant les mesures envisagées sont trop laxistes. Vous, qui représentez les citoyens français, vous devez vous montrer responsables et engagés dans la lutte contre la déforestation. Il est capital d'y mettre un terme, en prenant des initiatives fermes, sans ménager les industriels qui bien sûr ne sont pas d'accord pour réduire leurs bénéfices.. »*

### **Concernant l'objectif de 2030, demande de fixer une échéance plus proche**

L'ensemble des organisations qui ont transmis une contribution détaillée et quelques participants individuels souhaitent que la SNDI se fixe l'objectif de mettre un terme à la déforestation importée à plus court terme que 2030. Il est notamment demandé par les organisations de fixer un objectif à l'horizon 2020 tel que porté par les objectifs du développement durable, ce qui correspond également à la date d'engagement de la plupart des entreprises.

*« Je trouve que les objectifs sont encore à trop long terme (2030), et encore trop réduits sur les produits ciblés. Il faudrait vraiment mettre plus de moyens financiers et humains, montrer encore plus de volonté pour réduire notre impact sur la destruction de la planète, car cela devient vraiment très urgent!! »*

*« Beaucoup d'idées mais les pouvoirs publics semblent vouloir inciter, accompagner plus qu'imposer. Se donner 2030 comme objectif global c'est tacitement accepter les dégâts pendant 12 ans. C'est trop, beaucoup trop ! »*

### **Demande d'échéances et d'indicateurs de suivi précis des mesures prévues par la SNDI**

Les organisations qui ont transmis une contribution détaillée estiment que la plupart des mesures ne sont pas assez précises et manquent d'échéances et d'indicateurs. Il n'y a pas eu de contribution sur ce point particulier de la part des participants individuels.

### **Appel à l'exemplarité**

Plusieurs contributeurs appellent à l'exemplarité de la France dans la lutte contre la déforestation.

*« La France peut devenir un modèle à suivre. La vie et l'environnement ne tiennent pas compte des frontières. Nous n'avons qu'une planète, qu'une atmosphère, qu'une quantité limitée d'eau et que les*

*forêts où qu'elles se trouvent impactent la vie partout. Choisissons de ne plus participer à la déforestation! »*

*« Nous sommes un pays qui se doit de montrer l'exemple. Nous devons arrêter immédiatement d'importer tous produits qui contribue à détruire les forêts.(...) »*

## **Autres contributions**

Enfin il est intéressant de noter :

- 4 personnes prennent volontairement des engagements sur la page de consultation de ne plus consommer de produits contribuant à la déforestation.
- 13 personnes s'interrogent sur la réelle prise en compte de leur contribution dans le cadre de cette consultation.

## **Suites données aux observations du public**

Le constat alarmiste de nombreux contributeurs est évidemment partagé, l'ampleur du phénomène de déforestation est d'ailleurs rappelée en introduction de la SNDI. L'objectif de cette stratégie est de traiter la déforestation relative aux importations françaises et à ce titre la France souhaite être exemplaire comme l'appelle de leurs vœux des participants à la consultation du public.

### **Les remarques issues de la consultation du public qui ont été prises en compte sont les suivantes :**

**La sobriété :** la référence à notre modèle de consommation non soutenable pour les ressources naturelles et à l'urgence d'aller vers plus de sobriété est ajoutée dans l'introduction du texte.

**Les biocarburants :** l'incorporation de biocarburants ayant un impact direct sur le changement d'affectation des sols, c'est-à-dire les matières premières en concurrence alimentaire, est déjà plafonnée. En outre, dans le cadre de l'accord obtenu en juin 2018 sur la révision de la directive sur les énergies renouvelables, les matières premières ayant également un fort impact sur le changement d'affectation des sols indirect seront plafonnées au niveau de 2019, puis éliminées au plus tard en 2030, selon les critères qui seront définis par la Commission européenne début 2019. Une fois que les critères permettant de déterminer quelles sont les productions de matières premières ayant un fort impact indirect sur le changement d'affectation des terres auront été établis par la Commission européenne, la France examinera la possibilité de plafonner leur incorporation à un niveau inférieur (celui de 2017, soit avant la mise en service du site de La Mède) dans les incitations fiscales nationales.

L'ambition de renforcer les critères de durabilité, de travailler sur une meilleure traçabilité des lots importés et enfin de lutter contre les fraudes aux huiles usagées est également précisée dans la nouvelle version de stratégie.

**L'éducation et la sensibilisation à consommer moins de viande et de produits laitiers :** le projet de SNDI soumis à consultation prévoyait déjà qu'une campagne de sensibilisation destinée à valoriser les filières et produits durables. Par ailleurs, la SNDI fixe un objectif d'autonomie protéique. Il a été ajouté qu'elle devra aussi sensibiliser largement tous les publics à l'impact de certains produits.

**Les accords commerciaux :** le texte est renforcé (i) en rappelant la proposition de la France de faire de la ratification et du respect des obligations juridiquement contraignantes de l'Accord de Paris un élément essentiel des accords de l'UE, (ii) en défendant, dès la phase d'élaboration des

mandats, l'intégration de clauses concernant la lutte contre la déforestation et respect de critères de durabilité dans les accords commerciaux de l'UE, (iii) en veillant à la définition de référentiels de durabilité pour les matières premières concernées lors de la négociation pour l'octroi de nouvelles préférences commerciales, et (iv) en incluant, lorsque c'est pertinent, la problématique de la déforestation dans les discussions sur la mise en œuvre ou lors du réexamen du chapitre "commerce et développement durable".

**L'échéance à 2030 de la SNDI** : l'échéance finale de la SNDI n'est pas modifiée, en revanche il est proposé un point d'étape particulier en 2020 qui permettra notamment d'évaluer le chemin restant à parcourir pour atteindre l'objectif fixé par la stratégie pour 2030 et de proposer, le cas échéant, des mesures supplémentaires pour accélérer les résultats (extension du périmètre des produits couverts par la SNDI, nouvelles mesures contraignantes...).

**Le bois et ses produits dérivés dans le périmètre de la SNDI**: le bois et ses produits dérivés sont désormais intégrés au projet de stratégie.

**Les échéances et indicateurs de suivi précis des mesures prévues par la SNDI** : des échéances ont été ajoutées sur certaines mesures qui n'en faisaient pas encore l'objet. Un rapportage annuel permettra d'assurer la bonne mise en œuvre et l'opérationnalité de la stratégie.

**La reforestation** : la question de la restauration/reconstitution des écosystèmes forestiers, est sous-jacente aux actions de coopération avec les pays producteurs prévues par la stratégie. Les projets menés à l'issue des feuilles de routes prendront en compte, le cas échéant, cet aspect en coordination avec les initiatives déjà engagées au niveau international (Défi de Bonn...).